



**AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE**  
Service des Actions Urgentes  
rue Renée Aspe  
31000 Toulouse  
Tél. 05 61 23 53 73  
Fax. 05 61 23 53 90  
atoulouse@amnesty.fr

**EXTERNE****SF 17 U 357 – EUR 46/7200/2017****AU 228/17****Toulouse, le 5 octobre 2017****RUSSIE : UN LANCEUR D'ALERTE DETENU POUR DES MOTIFS FALLACIEUX**

**Alexandre Eivazov**, un ancien greffier, est injustement détenu pour entrave au travail de la justice après avoir révélé des irrégularités au sein du système judiciaire. Sa santé est menacée et il doit être libéré immédiatement.

Alexandre Eivazov, âgé de 22 ans, a commencé à travailler comme greffier en octobre 2016, au tribunal du district d'Octobre à Saint-Petersbourg, en espérant devenir juge un jour. Il a été choqué par les violations de la déontologie judiciaire et des droits du travail auxquelles il a assisté dans le tribunal, telles que des greffiers sommés de falsifier des comptes rendus d'audience et des juges bafouant le principe d'indépendance de la justice en ne procédant pas à leurs délibérations en secret. Alexandre Eivazov a adressé plusieurs dizaines de plaintes aux présidents des juridictions supérieures, à l'organe de déontologie du pouvoir judiciaire, au Service fédéral de sécurité (FSB) et au Comité d'enquête. Ne recevant aucune réponse, il a publié ses critiques sur des réseaux sociaux et envoyé des informations à des journalistes. Il a démissionné en décembre 2016. Le mois suivant, le vice-président du tribunal du district d'Octobre lui a rendu visite à son domicile accompagné de policiers et lui a demandé de signer un compte rendu d'audience antitadé préparé par un autre greffier, ce qu'il a refusé de faire. Peu de temps après, le président du tribunal a demandé au Comité d'enquête de lancer des poursuites contre lui pour entrave au travail du tribunal, en l'accusant de ne pas avoir préparé et signé des comptes rendus d'audience. Alexandre Eivazov a été arrêté le 22 août à Sotchi, dans le sud-ouest de la Russie, et se trouve actuellement en détention provisoire à Saint-Petersbourg. Il souffre d'asthme depuis son enfance et ne reçoit pas les médicaments dont il a besoin, ni les soins nécessités par son état. Les mauvaises conditions de détention et surtout les conditions de transport entre le tribunal et le centre de détention ont aggravé son état.

Alexandre Eivazov est un prisonnier d'opinion, qui est poursuivi uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression et qui doit être libéré immédiatement.

**ACTION RECOMMANDEE : lettre international / email / fax :**

- exhortez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Alexandre Eivazov, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- dans l'attente de sa libération, demandez-leur de l'autoriser à recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin, notamment les médicaments nécessaires pour traiter son asthme.

**MERCI D'ENVOYER VOS APPELS IMMEDIATEMENT.  
SI VOUS RECEVIEZ CETTE ACTION URGENTE AVEC RETARD, NE PLUS INTERVENIR  
APRES AVANT LE 14 NOVEMBRE 2017.**

**Procureur de Saint-Petersbourg**

Sergei Litvinenko

Saint Petersburg Prosecutor's Office

Ul. Pochtamtskaya 2/9

190000 Saint Petersburg, Russie

**Fax : + 7 812 315 4853 / 318 2649****Courriel :** via son site Internet <http://procspb.ru/reception>

Formule d'appel : Monsieur le Procureur,

**Secrétariat National**

76 boulevard de La Villette

75940 Paris Cedex 19

Tél. 01 53 38 65 65

Fax. 01 53 38 55 00

[www.amnesty.fr](http://www.amnesty.fr)

Prix Nobel de la Paix 1977

Association reconnue d'utilité publique.

Mouvement international,

impartial et indépendant

pour la défense des droits humains

énoncés dans la Déclaration

Universelle des Droits de l'Homme.

SIRET 308 238 401 00084

APE 913 E

**AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE**  
Service des Actions Urgentes  
rue Renée Aspe  
31000 Toulouse  
Tél. 05 61 23 53 73  
Fax. 05 61 23 53 90  
atoulouse@amnesty.fr

**Directeur du centre de détention provisoire n° 1**

Head  
Pre-trial Detention Centre No.1  
Arsenalnaya nab. d. 7  
195009, Saint Petersburg  
Russie  
**Fax** : +7 812 294 59 49  
**Courriel** : kresty-sizo@mail.ru  
Formule d'appel : Monsieur,

**Copies à :**

**Directeur du Service fédéral d'application des peines pour la région de Saint-Petersbourg**

Head of Federal Penitentiary Service of St Petersburg and Leningrad Region  
Igor Potapenko  
Arsenalnaya nab. d. 7  
195009 Saint Petersburg, Russie  
**Fax** : +7 812 272 8331  
**Courriel** : ufsin.spb@78.fsin.su

<p><b>Ambassade de la Fédération de Russie</b> 40-50 boulevard Lannes - 75116 Paris <b>Tél</b> : 01 45 04 05 50 - <b>Fax</b> : 01 45 04 17 65 <b>Courriel</b> : <a href="mailto:ambrus@wanadoo.fr">ambrus@wanadoo.fr</a> <a href="mailto:ambrusfrance@mid.ru">ambrusfrance@mid.ru</a></p>	<p><b>Tarifs postaux pour la Féd. de Russie :</b></p> <p>Lettre internationale (20 g) : 1,30 €</p>
---	--

**COMPLÉMENT D'INFORMATION**

Les défaillances du système judiciaire en Russie sont bien connues. Selon un sondage effectué en 2016 par l'organisation de recherches sociales Levada-Centre, de toutes les institutions publiques en Russie, la justice est celle qui recueille le plus bas niveau de confiance, derrière le président, l'Église orthodoxe, l'appareil sécuritaire, l'armée, le gouvernement et le Parlement.

En 2014, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats s'est dite « profondément préoccupée par les allégations de menaces directes et indirectes, d'influence induue, d'ingérences et de pressions subies par l'appareil judiciaire » et a noté que ces agissements faisaient « peser de lourdes menaces sur [...] le respect de l'état de droit dans la Fédération de Russie ».

**Secrétariat National**

76, boulevard de La Villette  
75940 Paris Cedex 19  
Tél. 01 53 38 65 65  
Fax. 01 53 38 55 00  
[www.amnesty.fr](http://www.amnesty.fr)

Prix Nobel de la Paix 1977  
Association reconnue d'utilité publique.  
Mouvement international,  
impartial et indépendant  
pour la défense des droits humains  
énoncés dans la Déclaration  
Universelle des Droits de l'Homme.  
SIRET 308 238 401 00084  
APE 913 E